

Rapport sur la Stratégie d'Amélioration des Données Foncières Éthiopie

Fekadu Beyene

Documents de travail ISELDA-005

*Apporter de la rigueur et des éléments de preuve à
l'élaboration des politiques économiques en Afrique*

AFRICAN ECONOMIC RESEARCH CONSORTIUM
CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

Rapport sur la Stratégie d'Amélioration des Données Foncières Éthiopie

Par

Fekadu Beyene

CREA Document de Travail ISELDA-005
Consortium pour la Recherche Economique en Afrique, Nairobi
Mars 2022

CETTE ÉTUDE DE RECHERCHE a été rendue possible grâce à une subvention du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique. Toutefois, les conclusions, opinions et recommandations sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Consortium, de ses membres individuels ou du Secrétariat du CREA.

Publié par : Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique
B.P. 62882 - City Square
Nairobi 00200, Kenya

© 2022, Consortium pour la Recherche Economique en Afrique.

Table des matières

Acronymes et abréviations

Liste des tableaux

Liste des figures

Résumé exécutif

Remerciements

1.	Introduction	1
2.	Méthodologie	5
3.	Stratégie d'amélioration des données foncières	9
4.	Conclusion et recommandations	23
	Références	26
	Annexes	27

Acronymes et abréviations

CREA	Consortium pour la Recherche Economique en Afrique
CSA	Agence centrale de la statistique
EGIA	Agence éthiopienne d'information géospatiale
ELDMIS	Système d'information sur la gestion des données foncières en Éthiopie
ERA	Autorité éthiopienne des routes
EWCA	Autorité éthiopienne de conservation de la faune
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FDRE	République fédérale démocratique d'Éthiopie
FULLPRIA	Agence fédérale d'information sur l'enregistrement des terres urbaines et des propriétés foncières
PIB	Produit intérieur brut
GTP	Plan de croissance et de transformation
GIS	Système d'information géographique
INSA	Agence de sécurité des réseaux d'information
LSMS	Étude de mesure des niveaux de vie
MOA	Ministère de l'Agriculture
MOWIE	Ministère de l'eau, de l'irrigation et de l'électricité
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
NPCA	Agence de planification et de coordination du NEPAD
RLAUD	Direction de l'administration et de l'utilisation des terres rurales
WLRC	Centre de ressources en eau et en terres

Liste des tableaux

1.	Données sur les exploitations agricoles, à l'exclusion des zones pastorales	11
2.	L'expansion urbaine et son effet sur les terres rurales	17
3.	Principaux thèmes et contenus à privilégier dans la collecte de données foncières	21
A1	Échantillon de l'enquête socio-économique rurale éthiopienne	27

Liste des figures

1. Système intégré d'information sur la gestion des données foncières (ELDMIS) 18

Résumé

L'Éthiopie est un pays agraire doté de divers systèmes d'utilisation des terres. Alors que la population continue de croître à un rythme rapide, la conversion de terres marginales en fermes agricoles a contribué à la dégradation des terres et à la perte de biodiversité. Bien que le pays ait entrepris des réformes foncières et une modification des droits de propriété sur les terres depuis 1974, cette transformation n'a pas entraîné de changements substantiels dans l'amélioration de la productivité des terres. Les activités d'enregistrement et de certification des terres menées dans certaines régions n'ont pas permis d'améliorer de manière significative la sécurité alimentaire. Plusieurs facteurs en sont responsables, notamment technologiques, institutionnels, politiques et socio-économiques. Le manque d'engagement de la part de l'élite politique à changer la politique foncière et l'absence d'une politique d'utilisation des terres sont au cœur des performances décevantes de l'agriculture éthiopienne. Le maintien de la terre comme propriété de l'État est considéré comme une source de faible productivité et de corruption par les acteurs étatiques à différents niveaux. Les distorsions et l'imprécision des données foncières ont également empêché l'allocation des terres pour en tirer le maximum d'avantages économiques. Alors que les données foncières sont cruciales pour soutenir l'investissement, les limitations de capacité dans la collecte des données et le mauvais comportement en matière de partage des données, résultant de la motivation à atteindre des intérêts privés aux dépens du public, ont mis à mal la gouvernance foncière.

En réponse à cela, le pays a créé la Land Bank and Development Corporation en 2018, en se concentrant sur le développement d'une base de données foncières centralisée afin d'aider à la prise de décision et de faciliter la génération de bénéfices économiques et sociaux élevés en employant une gestion harmonisée des propriétés foncières. La certification des terres avec des cartes cadastrales peut être reconnue comme un progrès important. Les processus d'acquisition et de documentation des données foncières ont connu une légère amélioration en Éthiopie. Dans le cadre de son initiative visant à faire progresser le programme de gouvernance foncière, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) s'est engagé à soutenir l'identification de mécanismes permettant d'améliorer la collecte de données foncières en Éthiopie. Sur la base de l'inventaire socio-économique des données foncières entrepris précédemment, ce rapport propose des stratégies pour améliorer les données foncières dans le pays.

Le Plan de croissance et de transformation (GTP) de l'Éthiopie vise à réduire la part du produit intérieur brut (PIB) agricole et à augmenter celle de l'industrie au cours des années (2016-2020). La collecte de données socio-économiques sur les terres est une action essentielle pour vérifier par recoupement si ces réalisations ont été enregistrées. Cependant, la collecte de données foncières précises constitue un défi sous-jacent si le manque de transparence, les limites de capacité, la corruption et de nombreuses pratiques informelles dominent le secteur foncier. L'inventaire socio-économique des données foncières révèle d'importantes limitations : le manque de coordination dans la collecte des données foncières ; l'utilisation du format papier ; l'exclusion de certains groupes sociaux et systèmes d'utilisation des terres ; la mauvaise utilisation (l'absence) des manuels de collecte des données ; la couverture limitée des questions foncières ; la complexité des questions et la taille du questionnaire. Pour remédier à ces limitations, les stratégies suivantes d'amélioration des données foncières sont identifiées :

- Passer d'une collecte de données foncières sur papier à une collecte numérisée pour améliorer la qualité des données (car elle améliore la précision) et permettre aux recenseurs de couvrir des échantillons relativement plus importants en peu de temps. L'expérience limitée de l'Agence centrale des statistiques (CSA) devrait être étendue et des efforts plus importants sont nécessaires pour renforcer les capacités institutionnelles.
- Améliorer l'utilisation des manuels en les traduisant dans d'autres langues locales, en les simplifiant et en dispensant une formation sur la manière d'utiliser le manuel pour l'enquête sur la mesure des niveaux de vie (LSMS). La préparation d'un manuel pour l'enquête par sondage sur l'agriculture est nécessaire.
- Accroître l'inclusivité de la collecte de données en tenant compte des différents systèmes d'utilisation des terres et des groupes socio-économiques (tels que les pasteurs) et en affinant le contenu des données en ajoutant davantage de questions liées à la terre (telles que l'héritage, la gestion, la jachère, les marchés fonciers informels, les litiges fonciers et les droits de propriété, les changements dans l'utilisation des terres et la gouvernance des terres pastorales) et en supprimant les questions non pertinentes (telles que la propriété foncière).
- Simplifier les questions pour que les personnes interrogées puissent plus facilement se souvenir des événements et répondre confortablement. La réduction de la taille des questionnaires, surtout pour les questionnaires communautaires utilisés pour le LSMS, est essentielle pour maintenir la motivation des répondants à recevoir plus de questions et à passer du temps avec l'agent recenseur.

- Création du système d'information sur la gestion des données foncières éthiopiennes (ELDMIS) pour faciliter la collecte et le partage des données entre les parties prenantes dont les activités sont liées à la terre. Cela devrait inclure (sans s'y limiter) le MOA, le WLRC, le FULLPRIA, l'ERA, le CSA, l'EWCA, l'EGIA et le MOWIE. La création du système nécessite des réunions consultatives et des délibérations supplémentaires sur la manière de développer un portail de données foncières numériques.
- La sélection d'une taille d'échantillon adéquate pour la future enquête LSMS si elle doit être répétée. L'enquête. La procédure d'échantillonnage utilisée précédemment n'est pas adaptée à la production de données foncières car la possession de terres n'a pas été considérée comme un critère d'échantillonnage. Pour cette raison, il est impossible de faire des comparaisons entre les ménages échantillonnés. Le questionnaire des ménages ne prend pas en compte les questions relatives aux terres et à leur gestion. Tout en identifiant les ensembles de données foncières disponibles, ils manquent de contenu sur les avantages environnementaux de l'investissement dans la gestion des terres et considèrent uniquement les dimensions économiques. Par conséquent, ils ne permettent pas une analyse coûts-avantages exhaustive des investissements dans la gestion des terres (boisement et agroforesterie). Des questions plus spécifiques sur le genre (telles que l'allocation du travail aux cultures de jardin ou de plein champ, les droits d'héritage des enfants de sexe féminin et les décisions sur le choix des cultures) devraient être ajoutées au questionnaire des ménages.

Remerciements

Cette mission a été réalisée avec le soutien financier du Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA). Nous tenons à remercier toutes les personnes et les parties prenantes qui ont fourni des données et des idées dans le cadre de cette mission. La contribution des représentants du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et du Centre régional de cartographie des ressources pour le développement (RCMRD) est très appréciée dans l'accomplissement de cette tâche.

I. Introduction

Informations générales sur le pays

L'Éthiopie a un climat et des systèmes d'utilisation des terres variés. Certaines terres sont plus adaptées à la production végétale que d'autres. Près de 40 % de la masse terrestre ne convient qu'à une utilisation pastorale des terres ; les 60 % restants peuvent être utilisés pour l'agriculture (Helland, 2006). Une évaluation de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) montre qu'il y a un changement dans l'utilisation et la couverture des terres chaque année, où les zones marginales sont converties en terres agricoles en raison de la croissance démographique, de l'insécurité des droits de propriété sur les terres communales et de l'expansion des investissements à grande échelle dans les zones de plaine. Les terres allouées à la production végétale ont augmenté (de 9,4 millions d'hectares en 1995 à 15,5 millions d'hectares en 2016) avec une augmentation de l'utilisation d'intrants dans l'agriculture pour améliorer la sécurité alimentaire, tandis que les terres forestières ont diminué au fil des ans. En conséquence, l'apport énergétique alimentaire a augmenté de 1 943 à 2 330 kcal/cap/jour tandis que la proportion de sous-alimentation a diminué entre 2005 et 2016 (FAOSTAT, 2016). Bien qu'il y ait une augmentation des terres cultivées, les investissements dans la gestion des terres sont limités, où l'érosion annuelle des sols s'élève à environ 1,9 milliards de tonnes/an, ce qui a un impact négatif sur l'eau, les terres et la productivité agricole (IWMI, 2010).

En ce qui concerne les dimensions institutionnelles et socio-économiques, la situation des terres en Éthiopie a changé : l'accès à la terre s'est amélioré au fil du temps en raison de l'évolution des droits de propriété sur les terres. La définition des droits est devenue sensible au genre, comme le montrent les programmes de certification des terres mis en place par les différents États régionaux. Il existe des disparités dans les pratiques institutionnelles entre les États régionaux en termes de durée de location des terres et de proportion de terres pouvant être louées. Alors que les terres certifiées peuvent être louées pendant 3 ans dans les autres régions, elles peuvent être louées jusqu'à 25 ans dans la région d'Amhara. Toutes les dispositions légales dans les différentes régions, à l'exception d'Amhara, permettent aux agriculteurs de prendre jusqu'à 50% de leurs terres en location (Deininger et al., 2007). Toute tentative d'améliorer la gouvernance foncière, en tenant compte des

différents contextes et en laissant aux régions la possibilité d'élaborer leurs propres directives pour la mise en œuvre de l'administration foncière rurale, donnerait de meilleurs résultats si les données foncières étaient systématiquement mises à jour.

Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique

Le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) est principalement chargé de renforcer les capacités en formant les futurs décideurs économiques africains et les experts dans le domaine de l'économie au niveau de la maîtrise et du doctorat. Comme il prévoit d'inclure un cours sur l'économie et la gouvernance des terres dans son programme de doctorat en économie, l'inventaire socio-économique des données foncières ouvre la voie à la production d'informations sur la manière dont les terres sont gouvernées, et des données foncières sont générées dans chacun des pays pilotes. L'Éthiopie a bénéficié du programme de formation et de recherche du CREA, dans le cadre duquel plusieurs économistes ont été formés au niveau de la maîtrise et du doctorat et le personnel universitaire a été engagé dans l'enseignement et la recherche. La mission actuelle sur la stratégie d'amélioration des données foncières peut être considérée comme faisant partie de cet exercice.

L'Agence de planification et de coordination du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD-NPCA)

L'Union africaine (UA) a ses politiques et ses stratégies pour transformer l'Afrique. En tant qu'agence technique de mise en œuvre, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) est fortement impliqué dans la traduction des politiques et des stratégies de l'UA en actions en concevant des projets et en développant des programmes. L'Agence de planification et de coordination du NEPAD (NPCA) a été créée pour aider à la mise en œuvre des programmes et projets continentaux et régionaux et mobiliser des ressources et des partenaires pour soutenir la mise en œuvre des programmes et projets prioritaires de l'Afrique. Elle est également mandatée pour mener et coordonner des recherches et pour suivre et évaluer la mise en œuvre des programmes et des projets. L'inventaire des données socio-économiques sur les terres vise à améliorer la compréhension des questions foncières en Afrique. Cet exercice commence par la collecte des ensembles de données disponibles parmi les différentes parties prenantes dans le contexte de l'Éthiopie. En évaluant les pratiques existantes en matière de collecte de données et de gestion de l'information foncière, l'objectif de la stratégie d'amélioration des données foncières est de répondre à la question suivante : comment pouvons-nous améliorer notre collecte de données foncières afin de soutenir la génération d'idées pour les politiques foncières qui sont importantes pour transformer l'économie du pays.

Importance de la stratégie d'amélioration des données foncières

Les données foncières sont nécessaires pour planifier un investissement qui permette au pays de maximiser les avantages économiques et sociaux de ses ressources foncières. Les données socio-économiques sur les terres sont essentielles au succès des activités d'investissement sur les terres, qu'il s'agisse d'agriculture, d'industrie ou de tourisme. Sans ces données, il est difficile de prendre des décisions en matière de gouvernance et d'administration des terres. Les résultats de l'inventaire des données foncières socio-économiques en Éthiopie montrent que la collecte et la gestion des données foncières sont confrontées à des défis croissants : (1) la collecte des données foncières est conçue à des fins spécifiques et manque de continuité dans le temps et l'espace ; (2) les capacités limitées sapent la perspective de générer des ensembles de données complets ; (3) l'utilisation d'outils de collecte de données qui sont rarement mis à jour pour s'adapter à un nouveau contexte ; (4) les cultures de partage des données entre les parties prenantes sont médiocres ; et (5) la manipulation des données foncières par des individus en échange de gains personnels au détriment du grand public (Banque mondiale, 2012a). L'évaluation révèle également que les intérêts sociaux, économiques et politiques influencent les décisions des différentes parties prenantes pour assurer la transparence dans la collecte et le partage ouvert des données foncières. Ceci est particulièrement vrai dans l'administration foncière urbaine où la corruption est prononcée. Les données sont souvent gardées secrètes et partagées entre certains groupes d'intérêt.

La distorsion délibérée des terres disponibles pour les investissements est courante dans les États régionaux afin de protéger l'allocation excessive de terres pour les investissements à grande échelle du gouvernement fédéral éthiopien. Les administrateurs fonciers locaux cachent également des informations pour conclure un accord secret avec les investisseurs ou considèrent les terres utilisées à des fins spécifiques, comme les pâturages communaux, comme des terres "inutilisées". C'est particulièrement le cas dans les régions reculées du pays où le gouvernement ne dispose pas d'informations précises sur les terres qui ne sont pas utilisées, ce qui entraîne de graves conséquences sur les relations entre les populations locales (comme les éleveurs) et les investisseurs (Lavers, 2012). Des problèmes similaires existent dans les zones urbaines où le système d'administration foncière urbaine est très complexe, les données foncières ne sont pas partagées et ne sont pas non plus numérisées, ce qui conduit à des décisions inappropriées, provoquant parfois l'émergence de comportements de recherche de rente (Lindner, 2014). Il est donc nécessaire d'améliorer les stratégies de collecte de données et de documentation afin d'éviter de telles actions illégales et d'optimiser l'utilisation économique des terres dans le pays.

À la suite de la réforme politique en Éthiopie en avril 2018, de vastes zones de terres ont été identifiées qui étaient sous-utilisées ou inutilisées par les détenteurs

bien que l'accès à la terre ait été initialement obtenu légalement ou illégalement en créant de faux documents. La création de banques foncières dans les zones urbaines et la restitution de ces terres à la banque pour améliorer l'administration foncière a été une action décisive du gouvernement et des administrations des villes. L'administration foncière s'efforce de supprimer ces actions à travers la création de la Banque foncière et de la Société de développement en 2018 (règlement n° 431/2018) dont le rôle est de collecter des données foncières à des fins de prise de décision (FDRE, 2018). L'objectif était de réaffecter les terres pour les jeunes chômeurs qui sont organisés et entreprennent un investissement pour générer des revenus. Cela peut être considéré à la fois comme une stratégie d'amélioration des données foncières et de création d'emplois pour les jeunes chômeurs, contribuant en partie à la stratégie de réduction de la pauvreté du pays. Dans le cas d'une population croissante et d'une augmentation associée du chômage en Éthiopie, la conception d'une stratégie d'amélioration des données foncières devrait être reconnue comme une priorité politique. Si l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation des terres est remise en cause par la politique foncière sous-jacente du pays, la disponibilité de données foncières actualisées est essentielle pour lutter contre les inégalités et la pauvreté.

Comme la redistribution des terres a été entreprise dans certaines régions et que la structure de la propriété foncière change, la mise à jour des données foncières réduit les coûts économiques des litiges sur d'éventuels conflits fonciers (Persha et al., 2017). L'enregistrement et la numérisation des terres impliquant la préparation et la fourniture d'un certificat foncier avec des cartes cadastrales sont considérés comme une démarche importante dans certaines régions d'Éthiopie. Dans le cadre des stratégies visant à aider les gouvernements africains à faciliter le développement agricole et rural, le NEPAD s'est lancé dans un programme de gouvernance foncière. Dans ce cadre, l'inventaire des données foncières a été réalisé et ce processus a contribué à l'identification des réalisations et des limites. La deuxième étape consiste à développer une stratégie qui puisse répondre aux défis inhérents, identifiés lors de la collecte de données socio-économiques sur les terres, qui sont essentiels pour améliorer la gouvernance foncière.

Objectifs du projet ISELDA

Ce rapport vise à identifier une stratégie pour améliorer les données foncières sur la base des résultats de l'inventaire socio-économique des données foncières, de l'examen d'études connexes sur la gouvernance et l'administration foncières en Éthiopie et d'entretiens avec des experts et chercheurs clés dans le domaine foncier.

2. Méthodologie

Revue de la littérature

L'Éthiopie tente de tirer les leçons de la mise en œuvre du premier plan de croissance et de transformation (GTP I, 2011-2015) alors qu'elle finalise la mise en œuvre du plan GTP II (2016-2020). Le succès ou l'échec de la gouvernance foncière se reflète dans les performances des différents secteurs macroéconomiques. Des efforts substantiels ont été faits pour améliorer la gouvernance foncière dans les zones rurales en améliorant l'administration foncière par l'enregistrement et la certification des propriétés foncières. Des efforts similaires ont été faits dans les zones urbaines, mais avec un succès limité en raison des problèmes de corruption (Banque mondiale, 2012a). Les litiges fonciers peuvent être résolus si les données foncières sont gérées correctement. L'administration foncière au niveau le plus bas (kebele) est assurée par le comité établi à cet effet, où les cas de litiges sont traités à un coût minimal. Il existe des problèmes de gouvernance liés à la terre lorsqu'il s'agit d'évaluer les propriétés en relation avec l'expropriation. L'indemnisation versée n'est pas suffisante pour garantir la réhabilitation des personnes expropriées, notamment en raison de l'absence de politique et de procédures d'évaluation des biens. Les parties affectées ne sont pas impliquées dans le processus de calcul de l'indemnisation et ne sont pas non plus consultées par ceux qui estiment l'indemnisation, ce qui crée des crises liées à la gouvernance foncière dans le pays d'une ampleur sans précédent (Hailu, 2016). Cette situation va compromettre le plan GTP II du gouvernement en matière de réduction du chômage et de la pauvreté.

Le plan GTP II visait à accroître les performances économiques en matière d'agriculture et de gestion des ressources naturelles, c'est-à-dire à augmenter la productivité des principales cultures de 2 150 à 2 730 kg/ha, la réhabilitation des terres dégradées de 10,8 à 22,5 millions d'hectares et la petite agriculture irriguée de 2,3 à 4,1 millions d'hectares. Dans son plan de transformation économique, le pays vise à réduire la part du PIB agricole de 38,5 % à 33,5 % tout en augmentant la part du PIB industriel de 15,1 % à 22,3 % (FDRE, 2016). La réalisation de ces objectifs est influencée par la transparence du système de gouvernance foncière qui facilite l'acquisition de terres pour l'agriculture et l'industrie. Pour évaluer si ces objectifs nationaux ont été atteints, la collecte de données socio-économiques sur les terres doit aborder les aspects de la gestion des terres, la collecte continue de données sur

le rendement des différentes cultures (alimentaires et commerciales) et les terres allouées à l'agriculture irriguée, en particulier parmi les systèmes d'irrigation à petite échelle. La gouvernance des terres en Éthiopie est également affectée par la corruption et le manque de transparence dans l'acquisition des terres et l'estimation des compensations pour l'expropriation lorsqu'une terre est prise pour un usage public (Lindner, 2014). Les précédents instruments de collecte de données ont ignoré ces données sur les terres qui sont par ailleurs pertinentes pour améliorer la gouvernance en concevant des politiques appropriées.

L'administration foncière en Éthiopie a connu de nombreuses faiblesses telles qu'une mauvaise tenue des registres et une grande informalité dans l'accès aux terrains urbains, où les différents organes gouvernementaux ne partageaient pas les informations sur les terrains, mais s'engageaient dans l'allocation des terrains. Les systèmes d'archivage médiocres sont courants dans l'administration foncière urbaine, où des documents sont perdus et, dans certains cas, de faux documents sont préparés grâce à des pots-de-vin. Il existe des cas d'individus qui acquièrent des terres en utilisant les noms d'une fausse organisation qui n'existe pas réellement (Lindner, 2014). Le secteur foncier éthiopien est très corrompu, allant de la petite corruption des prestataires de services à la grande corruption de l'élite politique et des fonctionnaires du gouvernement lors de la mise en œuvre des processus de vente aux enchères. Peu d'informations sont disponibles sur la manière dont les terres publiques sont allouées au public (Banque mondiale, 2012a). Deux études importantes de la Banque mondiale (Banque mondiale, 2012a, 2012b) fournissent des détails sur l'importance de la corruption liée aux terres en Éthiopie.

L'absence de politiques claires, le manque de transparence et de participation du public, la faiblesse des institutions (ambiguïté des rôles, des responsabilités et des mandats) et les limitations de capacités (humaines, techniques et financières) sont considérés comme les principaux moteurs de la corruption dans l'administration foncière du pays. La limitation des capacités devient critique car la plupart des registres ne sont pas informatisés en raison de l'absence de services de télécommunications à large bande pour partager les informations (ce qui compromet les vérifications recoupées et le suivi), le personnel est moins motivé en raison des faibles salaires et peut facilement être exposé à des pratiques de corruption et les faibles loyers générés par l'absence de systèmes d'évaluation foncière clairs qui ne reflètent pas la valeur économique des propriétés (Banque mondiale, 2012b). Par conséquent, il est difficile d'obtenir des données foncières fiables pour les chercheurs afin de générer des preuves pour le développement de la politique foncière. Améliorer la façon dont les données doivent être collectées peut aider le gouvernement à répondre à ces défis complexes auxquels est confrontée l'administration foncière actuelle. Sur la base des défis existants identifiés lors de l'inventaire socio-économique des données foncières et des efforts du pays pour transformer son système de gouvernance foncière, ce rapport propose une stratégie d'amélioration des données foncières.

Visites de pays et entretiens

Différentes parties prenantes ont été approchées pour faire un inventaire des données socio-économiques sur les terres. Des enquêtes ont été menées sur les points suivants : avec qui elles sont partagées, quel type de données est disponible et comment les données ont été collectées, les approches et les instruments utilisés pour les collecter et l'accessibilité des données foncières aux chercheurs qui soutiennent le développement de politiques, et vérifier si les données disponibles soutiennent les plans d'investissement des différents secteurs. Des visites ont été organisées avec les parties prenantes suivantes :

- Direction du soutien aux investissements agricoles (au sein du ministère de l'agriculture (MOA))
- Direction de l'administration et de l'utilisation des terres rurales (au sein du MOA)
- Agence éthiopienne d'information géospatiale (EGIA)
- Agence fédérale (FULLPRIA) d'enregistrement et d'information sur les terres urbaines et les propriétés foncières
- Ministère de l'Eau, de l'Irrigation et de l'Électricité (Commission de développement de l'irrigation)
- Direction de la cartographie et des SIG de la CSA
- Direction de l'agriculture, des ressources naturelles et de l'environnement de la CSA
- Agence de sécurité des réseaux d'information (INSA)
- Autorité éthiopienne de conservation de la faune (Direction du développement des zones protégées)
- Autorité éthiopienne des routes (ERA)

En outre, les documents des différentes parties prenantes du secteur foncier ont été examinés afin d'identifier leur rôle dans la collecte et la gestion des données foncières. Par exemple, le Water and Land Resource Center (WLRC) de l'Université d'Addis-Abeba et la Ethiopian Land Bank and Development Corporation (créée en 2018 pour documenter les données foncières afin de soutenir la prise de décision au niveau fédéral en ce qui concerne les terres). Des consultations supplémentaires ont été organisées avec des experts et des chercheurs travaillant sur la gouvernance

foncière au niveau fédéral afin d'obtenir des idées sur la manière dont la collecte de données foncières peut être améliorée et dont les données foncières peuvent être mieux gérées pour soutenir le développement d'une politique d'utilisation des terres appropriée et la prise de décision à des niveaux supérieurs.

Analyse des forces et faiblesses des données disponibles sur les terres

L'examen de l'ensemble des données disponibles révèle quelques points forts. Les données foncières recueillies dans le cadre du questionnaire LSMS impliquent l'utilisation de manuels pour guider la collecte des données. L'enquête agricole par sondage menée chaque année au niveau national est également cohérente dans l'approche suivie pour la collecte des données. Les données sur l'utilisation des terres et la production agricole sont ventilées par saison, ce qui permet d'établir des comparaisons. Les données numériques sont accessibles aux chercheurs. Cependant, plusieurs faiblesses existent, notamment l'absence de données foncières liées au genre, l'absence d'informations sur les marchés fonciers informels pratiqués par les agriculteurs, l'impact de l'enregistrement et de la certification des terres dans la prévention des litiges fonciers, et les données de gestion des terres au niveau du paysage où les agriculteurs éthiopiens sont mobilisés chaque année pour investir collectivement dans des pratiques de conservation des sols et de l'eau. Ces données sont essentielles pour que les gouvernements régionaux puissent prendre des décisions appropriées dans la conception de stratégies de gestion des terres. Les entretiens montrent également qu'il n'y a pas d'intégration des données socio-économiques et géospatiales, ce qui compromet la possibilité de dresser un tableau complet des données foncières en Éthiopie.

3. Stratégie d'amélioration des données foncières

Comment les données foncières peuvent-elles être améliorées ? Sur la base de l'évaluation de l'inventaire des données foncières socio-économiques, quelques stratégies ont été identifiées pour améliorer les données foncières. Ces stratégies mettent l'accent sur différentes dimensions : la manière dont les données doivent être collectées (échantillonnage, numérisation et révision des manuels) ; la collaboration et les liens éventuels nécessaires entre les parties prenantes ; la couverture de la collecte de données (inclusivité) ; et l'inclusion de questions supplémentaires pour dresser un tableau complet des terres de sorte que l'analyse des données à collecter soutienne la gouvernance foncière et le développement de politiques foncières.

Les parties prenantes des données foncières

Les principales parties prenantes des données foncières sont : (6) l'Autorité éthiopienne de conservation de la faune sauvage qui, par le biais de sa Direction du développement des zones protégées, est engagée dans la délimitation des parcs et l'enregistrement des données foncières sur la biosphère et les sanctuaires de la faune sauvage ; (7) le Water and Land Resource Center, qui se concentre sur la recherche et le développement des ressources en eau et en terre dans diverses régions d'Éthiopie ; et (8) la Federal Land Bank and Development Corporation, créée pour documenter et surveiller les changements dans les données foncières au niveau national.

Données socio-économiques actuelles sur les terres

Les données socio-économiques sur les terres sont disponibles auprès du CSA, du MOA et de l'EGIA éthiopiens. Alors que le CSA dispose de données sur l'utilisation des terres agricoles, la gestion des terres et les investissements, le MOA dispose d'un vaste ensemble de données sur l'enregistrement et la certification des terres dans quatre régions administratives d'Éthiopie (Amhara, Oromia, SNNPR et Tigré), fournissant des détails sur les procédures et les mécanismes d'enregistrement et de certification ; il procède actuellement à l'enregistrement de deuxième niveau (qui est numérisé pour éviter les litiges frontaliers). L'EGIA dispose de données sur l'utilisation et la couverture des sols, mais surtout de données de type géospatial. Les diverses parties prenantes énumérées dans la section 3.1 disposent de différents

types de données socio-économiques. Cependant, le problème reste qu'ils ne partagent pas régulièrement ces données pour en vérifier la cohérence et se mettre à jour mutuellement. Il existe également des problèmes de lacunes et d'omissions. Par exemple, la CSA ne dispose pas de données sur les zones de plaine du pays, qui sont habitées par des pasteurs.

La stratégie d'amélioration des données foncières

Sur la base des entretiens avec les différentes parties prenantes et des examens de l'ensemble des données disponibles, les stratégies suivantes d'amélioration des données foncières ont été identifiées.

Passer d'une collecte de données foncières sur papier à une collecte numérique

L'Agence centrale des statistiques (CSA) d'Éthiopie est l'une des parties prenantes largement engagée dans la collecte de données socio-économiques sur les terres dans le cadre de son mandat national. L'agence est passée d'une collecte de données sur papier à une collecte de données numérisées. Un tel changement présente plusieurs avantages. Il réduit les erreurs tout en augmentant la précision des données, simplifie la collecte des données et améliore l'efficacité. En outre, les résultats de l'inventaire des données socio-économiques sur les terres révèlent que la collecte de données numérisées a jusqu'à présent été appliquée à la collecte de données sur les dépenses de consommation et doit encore être appliquée à la collecte de données sur les terres et l'agriculture. La direction de la cartographie et des SIG du CSA utilise des outils de collecte de données numérisées pour les données géospatiales et des entretiens personnels assistés par ordinateur (CAPI) pour les données socio-économiques. Les entretiens avec les experts de l'agence montrent qu'il y a une limitation des installations pour mener les enquêtes au niveau du pays. Les capacités financières et techniques sont limitées et nécessitent le soutien de sources extérieures. En général, alors que ces améliorations des techniques de collecte de données augmentent l'efficacité et la qualité de la collecte de données, la gestion des données est problématique. Les données ne sont pas disponibles en ligne et sont difficilement accessibles aux chercheurs. Elles sont conservées sur des serveurs internes pour un usage interne. Un changement dans la politique de gestion des données est nécessaire pour accroître l'accessibilité. Les tableaux récapitulatifs générés à partir des données sur la production végétale et animale ne prennent généralement en compte que les données de quelques années, bien que l'enquête par sondage sur l'agriculture soit menée depuis 13 ans. La lacune critique est qu'un tel résumé présenté sur une propriété foncière n'est pas désagrégé sur la base des régions, ce qui le rend difficile à comprendre (tableau 1).

Tableau 1 : Données sur les exploitations agricoles, à l'exclusion des zones pastorales

Ménages	Propriétés (hectare)										Total	
	Inférieur à 0,1	0.1-0.5	0.51-1.00	1.01-2.00	2.01-5.00	5.01-10.00	Supérieur à 10.01					
Nombre de ménages	702,433	2,909,146	2,643,435	2,560,132	1,287,208	104,038	9,930					10,216,322
Pourcentage cumulé de ménages	6.88	35.35	61.23	86.28	98.88	99.90	100.00					100.00
Nombre de détenteurs	767,740	3,104,141	2,727,486	2,585,278	1,264,421	95,068	9,379					10,553,514
Cum % titulaires	7.27	36.69	62.53	87.03	99.01	99.91	100.00					100.00
Nombre de membres	2,523,871	13,140,869	13,430,900	14,362,286	8,289,779	789,516	75,414					52,612,634
Com % de membres totaux	4.8	29.77	55.3	82.6	98.36	99.8	100.00					100.00
Taille moyenne des ménages	3.59	4.52	5.08	5.61	6.44	7.59	7.59					5.15

Source : Résumé statistique CSA (rapport non publié)

La présentation du résumé statistique devrait être améliorée pour montrer les résumés des données foncières de manière à ce que les chiffres reflètent la disparité régionale de l'exploitation. De telles preuves sont pertinentes pour le gouvernement afin de concevoir une politique d'utilisation des terres qui puisse favoriser la manière dont l'intensification de l'utilisation des terres peut être conçue dans les régions les plus touchées par la pénurie de terres en fonction de la disponibilité des terres par habitant. La cartographie de la fertilité des sols et d'autres mesures peuvent être combinées avec les données des exploitations (si elles sont ventilées par région) pour développer un ensemble de technologies visant à améliorer la productivité des terres. Le projet de système d'information sur les sols éthiopiens (EthioSIS) cartographie l'état de fertilité des sols et les recommandations en matière d'engrais dans les 748 woredas agricoles d'Éthiopie. Le projet a analysé plus de 97% des sols du pays en utilisant un échantillonnage extensif des sols et des images satellites de télédétection. Les données socio-économiques et biophysiques sur les terres peuvent être intégrées pour fournir une recommandation appropriée sur la gestion et la gouvernance des terres. Dans ce cas, l'investissement dans la gestion des terres contribuera à augmenter le taux de croissance du PIB agricole, qui était de 6,6 % pendant le GTP I, un chiffre inférieur au taux de croissance moyen du PIB qui était de 8 %. Le plan GTP II était censé atteindre 11% d'ici 2019/20, tandis que celui de l'agriculture devait atteindre 8% la même année (FDRE, 2016).

Améliorer les manuels de collecte de données

Alors que la collecte des données de l'enquête par sondage agricole ne dispose pas d'un manuel, le LSMS utilise un manuel pour guider le processus de collecte des données par les enquêteurs. Bien qu'il compte 95 pages, il est facile à lire et à comprendre. Cependant, il n'est pas disponible dans les langues locales, ce qui le rend difficile à comprendre pour les recenseurs. Simplifier les manuels en modifiant leur contenu et en les traduisant dans les langues locales (pas seulement l'amharique) pourrait aider les recenseurs à collecter de meilleures données. Rien ne prouve que les recenseurs aient été formés à l'utilisation du manuel. Les former permettrait de mieux comprendre le contenu du questionnaire et d'accroître l'efficacité de l'utilisation du manuel.

Inclusivité dans la collecte des données

Le système de collecte de données par le LSMS et l'enquête par sondage sur l'agriculture ne tient pas compte des sociétés pastorales en Éthiopie, qui occupent près de 60 % de la masse terrestre du pays et pratiquent des systèmes d'utilisation des terres pastoraux extensifs et mobiles. L'élaboration d'une politique foncière nationale dans le but d'améliorer la gouvernance foncière restera difficile si les données sur ces systèmes d'utilisation des terres ne sont pas disponibles. Les données géospatiales

disponibles sur ces systèmes d'utilisation des terres, qui sont souvent générées par EGIA uniquement, sont inadéquates pour concevoir une politique foncière. Les systèmes d'utilisation des terres dans les zones pastorales sont également de plus en plus diversifiés : on y trouve des pâturages, des exploitations agricoles privées sur lesquelles on cultive dans les zones irriguées, des parcs nationaux et des exploitations agricoles à grande échelle détenues par des particuliers ou par l'État. Il y a souvent des conflits entre les différents systèmes d'utilisation des terres. Cette complexité peut être appréhendée en combinant l'utilisation de questionnaires et d'outils SIG/téledétection pour collecter des données.

Exhaustivité du contenu des données

Le processus d'inventaire des données foncières a permis d'identifier plusieurs limites inhérentes au processus de collecte des données. La première est la nature de la formulation des questions. Elles sont formulées de manière imprécise et peuvent ne pas être correctement traduites par les enquêteurs et interprétées par les répondants. La seconde est que les questions relatives à la terre sont soit peu nombreuses, soit non pertinentes. Par exemple, il manque des questions pour générer des informations sur l'émergence de marchés fonciers informels en Éthiopie, où les agriculteurs effectuent des transactions liées à la terre par le biais d'accords de partage des cultures. Les ménages mettent en commun leurs actifs (terre, bœufs, main-d'œuvre, semences et autres intrants) et partagent les produits à la fin. L'héritage des terres et leur mise en jachère sont également pratiqués dans les zones rurales. Cependant, les enquêtes socio-économiques (soit l'enquête par sondage sur l'agriculture, soit la LSMS) menées à l'échelle nationale n'ont pas inclus ces aspects dans le plan de collecte des données. Ces informations sont pertinentes pour les décisions relatives à la gouvernance foncière. Il est utile de disposer de données sur la mesure dans laquelle la participation aux marchés fonciers informels a un effet redistributif sur les bénéfices tirés de la terre et sur l'amélioration de la productivité foncière en encourageant le transfert de terres d'utilisateurs moins efficaces vers des utilisateurs plus efficaces. Ces marchés fonciers informels peuvent également jouer un rôle dans la création d'emplois pour les jeunes chômeurs, à condition que le gouvernement introduise une nouvelle politique de crédit pour améliorer l'accès au crédit pour les jeunes. L'ensemble des données disponibles met l'accent sur les seuls accords de location de terres. Des questions non pertinentes sont également incluses dans l'instrument d'enquête, à savoir des questions sur le droit de vendre et sur qui, dans un ménage, décide de vendre ou d'utiliser une parcelle comme garantie, alors que la vente de terres est interdite par la loi en raison de la politique foncière de l'Éthiopie. Et personne n'est autorisé à utiliser la terre comme garantie.

La troisième limite est le manque de continuité dans la collecte des données, où il manque des données sur plusieurs années. L'enquête par sondage agricole de la CSA couvre les années entre 2003 et 2018 et le LSMS ne couvre que trois années (années culturelles 2011/12, 2013/14 et 2015/16). L'inventaire des données socio-économiques

sur les terres a évalué les différents types de questionnaires utilisés dans le LSMS et a identifié les principales lacunes dans la couverture de la collecte de données. L'évaluation a été faite pour vérifier si les aspects suivants ont été abordés : la prise de décision (propriété) sexuée sur la terre ; le fonctionnement des marchés fonciers ; la productivité de la terre ; et les revenus de l'utilisation de la terre. Elle a révélé que le questionnaire sur le bétail est muet sur tous les aspects, à l'exception des revenus tirés de l'utilisation des terres. Le questionnaire sur les ménages ne couvre pas les questions de décisions foncières et de productivité foncière. La prise de décision concernant l'allocation des terres pour différents types de cultures dans les zones rurales implique un marchandage entre les hommes et les femmes où les cultures de plein champ des hommes sont en concurrence avec les cultures maraîchères des femmes sur les terres. S'ils sont conjointement certifiés avec les droits d'utilisation de la terre pour la culture, il est logique de s'attendre à un partage d'idées entre les deux pour prendre des décisions. Ces informations ont une implication pour évaluer l'impact du marchandage sur la sécurité alimentaire et l'autonomisation économique des femmes ou si les femmes ne discutent tout simplement pas avec leurs maris sur ces questions. Le futur instrument de collecte de données doit réviser le questionnaire pour couvrir les dimensions de genre et la productivité des terres. Les détails sont fournis dans le tableau 3.

L'une des limitations critiques des données foncières en Éthiopie est l'absence d'un ensemble complet de données sur un investissement lié à la terre pour améliorer la qualité de la terre. Il n'existe pas de données nationales sur la mesure dans laquelle les agriculteurs ont investi collectivement ou individuellement dans la gestion des terres au cours des différentes années. L'évaluation des parties prenantes liées à la terre révèle qu'aucun organisme d'État n'a reçu de mandat clair pour mener des enquêtes sur cet aspect. Il n'existe que des données éparses provenant d'enquêtes menées par des chercheurs et des universitaires. Dans le cadre du Programme de filets de sécurité productifs et du Programme de gestion des bassins versants conçus par les gouvernements régionaux respectifs chaque année, les agriculteurs sont engagés dans des activités de gestion des terres (activités de conservation des sols et des eaux, réhabilitation des terres dégradées). Néanmoins, ces interventions ne tiennent pas de registres et n'organisent pas correctement les données importantes à l'usage des chercheurs. Les bureaux régionaux de l'agriculture fournissent chaque année au MOA des données sur l'état de la gestion des bassins versants, alors que le ministère se plaint du manque de données bien organisées de la part des États régionaux. L'une des raisons pour lesquelles le gouvernement s'est engagé dans la fourniture de certificats d'utilisation des terres est d'encourager les agriculteurs à investir dans la gestion des terres en leur garantissant la sécurité d'occupation. Cependant, il n'existe pas de données sur les investissements en gestion foncière réalisés sur les terres certifiées où chaque ménage a été enregistré. Bien que certains résultats de recherche aient montré la motivation créée par la certification foncière pour investir dans des activités de gestion foncière, ces données ne sont pas collectées. Les efforts futurs en matière de collecte de données foncières devraient aborder cette question car elle est pertinente pour la mise à l'échelle des meilleures pratiques.

Simplicité des questions et taille du questionnaire

La collecte de données à l'aide de questions simples et faciles est pratique et rend les répondants enthousiastes à l'idée de répondre à d'autres questions. Les résultats de l'inventaire des données socio-économiques sur les terres montrent que certaines questions sont difficiles à répondre pour certaines catégories de répondants au sein d'un même ménage. L'utilisation de méthodes de rappel pour collecter des données sur le prix des produits de base, qui varie selon les saisons et les mois, exige beaucoup de mémoire de la part des agriculteurs. Un argument similaire s'applique aux données sur les dépenses en biens de consommation des ménages. Par exemple, certaines questions exigent une méga-mémoire où les répondants sont obligés de se souvenir d'événements qui ont eu lieu au cours d'une année où ces événements sont très fréquents, ce qui les rend difficiles à se rappeler. Par exemple, il existe une série de questions qui se lit comme suit : "Pendant combien de jours avez-vous travaillé pour le Programme de filet de sécurité productif au cours des 12 derniers mois ?", "Pendant combien de jours avez-vous effectué ce travail au cours des 12 derniers mois ?" et "Au cours des 12 derniers mois, pour combien de ménages au total avez-vous travaillé comme ouvrier d'échange ou pour aider sans rien recevoir en retour ?". Ces questions sont incluses dans le questionnaire communautaire et dans les questionnaires des ménages qui ont été utilisés dans l'enquête LSMS. Des enquêtes répétées ou de courtes périodes de rappel peuvent aider à réduire les exigences de la mémoire. Pour améliorer la fiabilité des réponses, il est nécessaire de reformuler les questions d'une manière ou d'une autre afin d'augmenter la capacité des répondants à se souvenir. Les recenseurs qui posent ce type de questions peuvent avoir du mal à communiquer efficacement avec les répondants.

L'autre facteur à prendre en compte pour créer une zone de confort pour les répondants est le temps que peut prendre un entretien. Alors que le questionnaire communautaire est relativement court (environ 18 pages), le questionnaire pour les ménages compte 41 pages. Le manuel ne fournit aucune information sur le temps que doit prendre un entretien. En général, les questionnaires longs influencent le déroulement de l'entretien en affectant la patience des répondants en raison de la longueur de l'entretien. Il peut y avoir de la fatigue et un refus de répondre à certaines questions. Une autre approche consiste à rester concentré et à simplifier les questions pour aller plus vite et maintenir la motivation des répondants. Les enquêteurs peuvent également organiser deux séries d'entretiens avec chaque personne interrogée. Les saisons de collecte des données sont également importantes pour maintenir la motivation des répondants. Il est préférable d'éviter les saisons de pointe, telles que les plantations et les récoltes, ou peut-être d'utiliser ces saisons pour collecter des données à l'aide d'observations et d'outils SIG, plutôt que par des entretiens. Tous ces éléments sont importants pour améliorer la qualité des données.

Création du système d'information sur la gestion des données foncières en Éthiopie (ELDMIS)

L'évaluation des activités des parties prenantes liées à la terre en ce qui concerne la production et l'utilisation des données foncières a montré que des données foncières socio-économiques et géospatiales sont disponibles auprès des différentes parties prenantes. Cependant, les informations ne sont pas partagées entre les différentes parties prenantes. Le pays n'a pas d'organe national établi chargé de rassembler et de partager toutes les données foncières disponibles. En l'état actuel des choses, il est impossible de savoir correctement qui possède quelles données. Il faut donc créer un système d'information national de gestion des données foncières. Un tel système permettra de réduire les lacunes actuelles observées. Par exemple, il peut renforcer la synergie entre les efforts de la CSA et de la Direction de l'administration et de l'utilisation des terres rurales (RLAUD) du MOA pour améliorer et maintenir la qualité des données foncières. Alors que l'ASC possède une expérience adéquate en matière de collecte de données, la RLAUD précise le contenu des données nécessaires. Cela permettra de combler le fossé entre le MOA et le CSA.

Le mandat principal du Water and Land Resource Center (WLRC) est de mener des recherches et de collecter des données foncières en mettant l'accent sur la gestion des terres dans les hautes terres et les zones pastorales du pays, en collectant des données sur des aspects tels que la gestion intégrée des ressources en eau et des terres, la recherche sur les services écosystémiques, la gouvernance des ressources et la recherche socio-économique. Le WLRC travaille en coopération avec le MOA et le ministère de l'Eau, de l'Irrigation et de l'Électricité (MOWIE). Une base de données solide sur les terres peut jouer un rôle dans la production et le partage des données. Le centre dispose de bases de données spatiales et non spatiales du pays et a développé une plateforme de partage d'informations sur le Site Internet, appelée Water and Land Resource Information System (WALRIS), pour partager et diffuser sa base de données à toutes les parties prenantes. Une telle base de données est essentielle pour aborder les questions de gouvernance foncière. Elle peut travailler en étroite collaboration avec l'EGIA et les deux directions (la direction de l'agriculture, des ressources naturelles et de l'environnement (ANRE) et la direction de la cartographie et du SIG) au sein de la CSA. Les résultats de l'évaluation de l'inventaire des données foncières socio-économiques montrent que l'autorité éthiopienne des routes (ERA) ne tient pas de registre des terres rurales et urbaines perdues pour la construction de routes. L'ERA doit concevoir des mécanismes permettant de tenir de tels registres, ce pour quoi une assistance technique est nécessaire de la part de la CSA et de l'EGIA, cette dernière aidant à la collecte de données géospatiales.

La gouvernance des terres rurales serait plus facile pour RLAUD et celle des terres urbaines pour l'Agence fédérale d'information et d'enregistrement des terres et des propriétés foncières (FULLPRIA) qui est régie par le ministère du développement urbain et de la construction. Avec l'expansion des zones urbaines, des litiges fonciers entre

zones rurales et urbaines apparaissent dans le pays. Les problèmes de gouvernance foncière (découlant de l'expulsion des agriculteurs) dans les quartiers urbains, qui ont laissé de nombreuses personnes sans ressources, entraînant des crises sociales (en raison d'une compensation inadéquate), peuvent être résolus en améliorant l'échange de données foncières entre le MOA et le ministère du Développement urbain et de la Construction. Le rôle du FULLPRIA est essentiel pour résoudre les litiges fonciers, car il tient un registre des données foncières et des propriétés foncières. L'expansion des zones urbaines est due à l'augmentation de la population dans les zones urbaines qui devrait augmenter rapidement. Les prédictions révèlent que la population urbaine passera de 15 millions en 2014 à 25 millions en 2035. Si l'on considère l'augmentation proportionnelle des terres requises pour les infrastructures, les installations résidentielles et l'ouverture de nouvelles industries, les prévisions indiquent que 71,5 milliers d'hectares de terres supplémentaires sont nécessaires pour l'expansion (tableau 2). La demande de terres va augmenter de façon spectaculaire, tout comme la nécessité de disposer d'un système bien organisé de gouvernance foncière pour régler les éventuels litiges.

Tableau 2 : L'expansion urbaine et son effet sur les terres rurales

États régionaux	Nombre de centres urbains	Population urbaine (2014)	Superficie des terres en 2014 (ha)	Population (2035)	Différence dans la population	Zone d'extension requise (ha)
Oromia	101	6,815,126	50,650.39	10,484,800	3,669,674	27,273.22
SNNPRS	33	2,348,930	16,647.82	3,499,043	1,150,113	8,151.32
Amhara	55	3,425,180	24,553.13	6,428,572	3,003,392	21,529.58
Tigray	12	1,297,201	8,972.96	2,409,569	1,112,368	7,694.44
Somali	7	703,685	4,691.23	1,234,946	531,261	3,541.74
Afar	2	80,317	535.44	291,855	211,538	1,410.24
Benish-Gumuz	2	108,295	1,155.82	239,476	131,181	1,400.08
Gambella	1	160,892	1,072.61	247,107	86,215	574.76
Total	213	14,939,626	108,279.4	24,835,368	9,895,742	71,575.38

Source : Ministère du développement urbain et du logement, (2016 : 32-38).

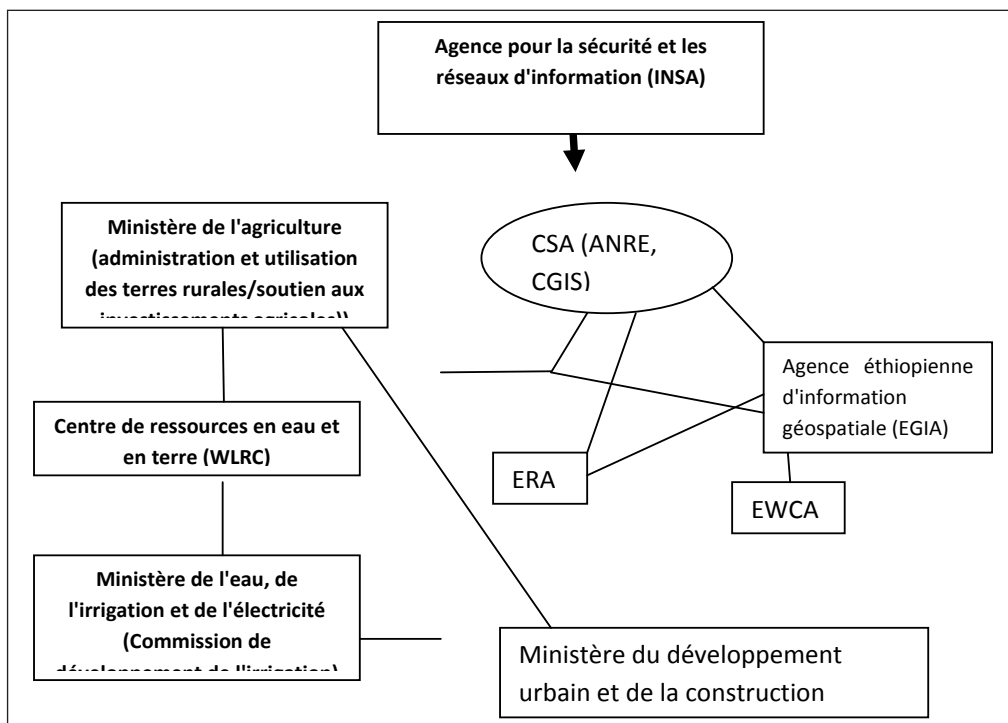
Note : l'état régional de Harari n'est pas signalé.

Comme 8,6 % de la masse terrestre totale du pays est désignée comme zone protégée, la mise à jour des données sur les terres est nécessaire pour l'Autorité éthiopienne de conservation de la faune (EWCA). Il existe un dynamisme dans les terres allouées à la conservation de la faune et de la flore sauvages en raison de la redéfinition en cours des frontières des zones protégées. Cette opération est en cours car les interventions précédentes de l'État en matière de démarcation n'ont pas impliqué la communauté. Cela implique que l'EWCA doit coopérer avec l'EGIA pour trouver des moyens de mettre à jour les données foncières au fur et à mesure de la re-démarcation. Dans certaines régions, les agriculteurs ont déjà empiété sur les parcs

nationaux en réponse à la pénurie de terres. La collecte de données géospatiales sur les terres est nécessaire pour surveiller les changements et introduire des mesures d'atténuation. L'EGIA dispose d'experts ayant les compétences requises pour collecter des données sur l'utilisation et la couverture des sols.

L'une des stratégies nationales visant à atteindre l'objectif national de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté consiste à investir dans l'irrigation. Les données sur les terres irriguées (qu'il s'agisse d'irrigation à petite, moyenne ou grande échelle) sont nécessaires au gouvernement pour suivre l'évolution des investissements dans l'irrigation. Le MOA et le MOWIE sont les premiers responsables de la production de ces données. Ces ensembles de données ne sont pas disponibles car le lien entre les bureaux régionaux de l'agriculture et le MOA est faible. Par exemple, la Commission de développement de l'irrigation du MOWIE construit des systèmes d'irrigation et les transfère aux États régionaux sans contrôler si et comment les systèmes sont exploités par les agriculteurs. Les avantages économiques réels de l'irrigation dépendent de la manière dont les systèmes sont utilisés et non de leur mise en place.

Figure 1 : Système intégré d'information sur la gestion des données foncières (ELDMIS)



Pour améliorer la disponibilité des données, il est nécessaire de créer des mécanismes de partage des données numériques entre les deux ministères et les bureaux régionaux de l'agriculture qui sont chargés de superviser les investissements dans l'irrigation. ELDMIS est important pour intégrer les données socio-économiques

sur les terres générées par des enquêtes et d'autres mécanismes aux données géospatiales. L'évaluation globale montre qu'aucune des parties prenantes du système ne dispose de toute l'expertise nécessaire pour collecter des données socio-économiques et géospatiales et les intégrer. Le partage des données et l'échange d'informations seront créés et contrôlés par l'Agence pour la sécurité et les réseaux d'information (INSA) dont le rôle est la protection des données et l'introduction de mesures réglementaires pour faciliter le partage d'informations pour le développement. La création d'un portail ouvert de données foncières à usage public sera également facilitée par des discussions entre les parties prenantes et le soutien de l'INSA. Les discussions avec les experts de l'INSA ont révélé que l'institut peut jouer un rôle décisif dans la création d'une plateforme numérique en vue de la mise en place d'un portail de données foncières pour le pays.

Évaluation de la procédure d'échantillonnage et de l'ensemble des données foncières disponibles

L'inspection de la procédure d'échantillonnage dans la sélection des répondants pour les entretiens montre que la taille de l'échantillon était inadéquate compte tenu de la population totale des ménages agricoles dans le pays. Le rapport d'enquête de la première vague de l'enquête LSMS montre que 3 466 ménages ruraux et 503 ménages de petites villes ont été inclus dans l'enquête (CSA et Banque mondiale, 2013). Les 3 969 ménages sont déclarés comme des représentants généraux où l'échantillonnage a suivi deux étapes : la sélection des zones d'énumération (EA) et la sélection des ménages dans chaque EA (voir le tableau A1 en annexe). Au total, 333 ZE ont été sélectionnées parmi toutes les ZE de chaque région et les ménages ont été sélectionnés proportionnellement dans chaque ZE échantillonnée. Bien que 12 ménages aient été sélectionnés dans chaque ZE, le rapport indique que l'on n'a pas tenu compte du fait que les ménages étaient impliqués dans l'agriculture (CSA et Banque mondiale, 2013). Les futures enquêtes menées pour recueillir des données socio-économiques sur les terres devraient considérer la possession de terres parmi les critères d'échantillonnage afin de refléter clairement l'importance des terres dans tout type d'investissement. La procédure d'échantillonnage et la couverture en termes de régions et d'administration zonale ne sont pas claires, ce qui rend la représentativité des données collectées discutable, ce qui affecte l'utilisation des données pour générer des preuves pertinentes pour les politiques. La préparation d'un manuel pour l'enquête par sondage où il indique la procédure d'échantillonnage est cruciale pour améliorer la qualité des données.

L'inventaire des données foncières socio-économiques nous a aidé à identifier les données utiles mais manquantes dans la conception actuelle de l'enquête utilisée par la CSA dans ses instruments de collecte de données. Les questions relatives au genre, aux marchés fonciers, à la productivité des terres et aux revenus tirés de leur utilisation sont éparpillées dans les cinq types de questionnaires utilisés pour mener l'enquête.

Plus précisément, le questionnaire destiné aux ménages est muet sur les questions foncières alors que les moyens de subsistance des ménages agricoles dans les zones rurales sont liés à la terre et aux opérations sur la terre. Si une telle enquête devait être répétée à l'avenir, le questionnaire devrait être révisé pour prendre en compte les questions de gestion des terres. En outre, l'échantillonnage dans la conception de l'enquête devrait être réajusté de sorte qu'il permette des comparaisons entre les agriculteurs dans différents agro-écosystèmes. Les interventions futures en matière de gestion des terres peuvent considérer les agro-écosystèmes comme une base importante pour le développement de paquets technologiques. Les données sur les pratiques existantes sont utiles à cet égard. L'échantillonnage actuel ne prend en compte que les régions, les zones rurales et les petites villes de chaque région, sans tenir compte de la diversité des agro-écosystèmes en Ethiopie. La future collecte de données foncières pourrait également prendre en compte la contribution des organisations indiquées dans ELDNIS (et au-delà) pour remodeler la conception de l'enquête.

Les données sur l'administration des terres sont disponibles au MOA et le CSA collecte des données socio-économiques sur les terres (avec toutes ses limites). Cependant, les données disponibles ne fournissent pas d'informations approfondies sur la dimension du genre. Cela n'est pas dû à l'instrument de collecte de données utilisé mais à la nature du système foncier en Ethiopie. Les certificats d'utilisation des terres sont fournis aux couples mariés conjointement (appelés " titres conjoints ") pour toutes les parcelles possédées, et non séparément pour la femme et le mari (Lavers, 2015). Il est impossible d'identifier les parcelles relevant de l'exploitation de l'épouse ou du mari. D'autres dimensions liées au genre peuvent être incluses dans les instruments d'enquête, notamment les décisions intra-ménages sur les activités de gestion des terres qui demandent de la main-d'œuvre familiale, l'attribution de différentes parcelles aux cultures de jardin et aux cultures de plein champ et les parcelles davantage contrôlées par les femmes. En général, en Ethiopie, les (petits) jardins familiaux sont gérés par les femmes et les cultures de plein champ par les hommes.

La réalisation d'une analyse avantages-coûts pour l'investissement dans la terre est également difficile pour deux raisons. Premièrement, les avantages ne sont pas uniquement exprimés en termes monétaires, car certains d'entre eux ont une plus grande valeur environnementale et d'autres ont une valeur à la fois économique et environnementale. Certaines questions sur les avantages en termes de protection de l'environnement doivent être ajoutées à l'instrument de collecte des données. Par exemple, les avantages du boisement et de l'agroforesterie ne peuvent pas seulement être révélés par l'augmentation du rendement des cultures et des revenus gagnés. L'une des raisons d'investir dans la gestion des terres dans le contexte de la gestion des bassins versants en Ethiopie est de réhabiliter les bassins versants dégradés pour améliorer l'accès aux ressources vitales telles que l'eau, les terres fertiles et d'autres services écosystémiques. Les données socio-économiques sur les terres pourraient alors inclure les perceptions sur la mesure dans laquelle les avantages

environnementaux se sont améliorés en réponse à ces interventions. Les ensembles de données nécessaires sur les terres qui manquaient dans la conception actuelle de la collecte de données doivent être inclus à l'avenir. Ceci peut être catégorisé en thèmes.

Tableau 3 : Principaux thèmes et contenus à privilégier dans la collecte de données foncières

Thèmes	Contenu des données
Genre	Décisions de gestion au niveau des parcelles ; litiges sur la propriété foncière en cas de divorce ; droits de succession des enfants de sexe féminin ; rôle des femmes dans la gestion du bétail (alimentation, abreuvement) ; décisions sur le choix des cultures.
Litiges fonciers et droits de propriété	Certification et litiges fonciers (rôles et lacunes) ; investissements sur les parcelles certifiées par rapport aux parcelles non certifiées ; règlements traditionnels des litiges par rapport aux systèmes formels (forces et faiblesses) ; transfert de terres pour un usage public et compensation ; pratiques en matière d'évaluation des propriétés et de relocalisation.
Développement du marché foncier	Arrangements informels (intrants et partage des récoltes) ; rôle des transactions de location dans la création d'emplois pour les jeunes ; marché foncier en relation avec le crédit ; certification en relation avec le développement du marché foncier ; marché foncier sexospécifique (participation et négociation des femmes).
Changements dans l'utilisation des terres, productivité et suivi des changements	Utilisation annuelle des terres et couverture des terres (couverture des cultures (cultures permanentes, céréales), pâturage, jachère, agroforesterie, conversion des terres (de la forêt à la ferme)).
Gouvernance des terres pastorales	Caractéristiques des terres utilisées en commun ; droits traditionnels ; clôtures ; règles de l'État et du village (acquisition de terres pour un usage privé) ; différenciation et application des droits ; incidence des litiges/ conflits fonciers ; gestion des exploitations communales ; genre et droits fonciers.

La collecte de ces données nécessite une concertation des acteurs du projet ELDNIS pour partager les tâches (ou opérer collectivement) en mobilisant l'expertise du système.

Contraintes possibles de la stratégie d'amélioration

- Une stratégie d'amélioration des données foncières nécessite un investissement dans le renforcement des capacités des institutions liées au foncier. Elle nécessite également une collaboration étroite entre les parties prenantes liées au foncier identifiées dans cette évaluation. Cependant, plusieurs facteurs peuvent limiter la mise en œuvre de la stratégie :
- La restructuration régulière des ministères et de leurs départements-La structure institutionnelle des ministères en Éthiopie a été instable au cours des deux dernières décennies au moins. Par exemple, le MOA a subi plusieurs changements,

fusionnant avec d'autres secteurs, puis se scindant. Il en a été de même pour le ministère de l'environnement et des ressources naturelles qui est actuellement réduit à une commission (Commission pour l'environnement, la forêt et le changement climatique). L'instabilité des institutions entraîne également le déplacement des experts d'un secteur et d'une direction à d'autres au sein d'un ministère spécifique. Ces problèmes créent des difficultés pour la gestion des données foncières.

- Expérience limitée en matière de collaboration intersectorielle - L'un des défis organisationnels en Éthiopie est l'expérience et la motivation limitées en matière de partage d'informations entre les différents acteurs étatiques et leurs institutions. Par exemple, le MOWIE et le MOA ne partagent pas d'informations sur les données relatives à la gestion de l'eau et des terres, bien que les activités de ces deux ministères soient interdépendantes. Cela implique que la mise en œuvre d'ELDMIS en tant que plateforme de partage et de gestion des données foncières pourrait être un défi.
- Capacité et engagement limités - Les experts peuvent ne pas avoir les compétences requises pour numériser les données disponibles. Des investissements à grande échelle sont nécessaires pour améliorer l'expertise et les compétences du personnel responsable au sein de l'administration foncière fédérale et régionale en matière de collecte et de gestion des données. Les entretiens avec les experts ont permis de comprendre que si la numérisation augmente la transparence dans le partage des données foncières, ceux qui profitent de la petite corruption et d'autres mauvaises pratiques peuvent résister aux réformes de la gestion des données foncières dans le pays. Le secteur foncier en Éthiopie souffre d'un manque de transparence dans la prise de décision, comme l'indiquent plusieurs études (section 2.1.).

4. Conclusions and recommendations

Conclusions

Une évaluation incisive de l'inventaire des données foncières socio-économiques a montré que les données foncières disponibles en Ethiopie souffrent de plusieurs limitations. Celles-ci comprennent :

- Une couverture géographique limitée puisque les terres de plaine du pays ne sont pas ciblées par le processus de collecte des données foncières. Les activités de certification foncière entreprises au niveau national ne couvrent que quatre régions administratives (Oromia, Amhara, Tigray et SNNPR) et pas les autres. Le processus est long.
- L'absence d'intégration des données socio-économiques et géospatiales pour fournir une image complète des données foncières a affecté la gouvernance foncière. Bien que les collecteurs de données géospatiales et de données socio-économiques soient situés au sein de l'ASC, il est rare que des équipes d'experts aux compétences différentes au sein de l'agence collectent des données ensemble. Le manque de coopération entre l'EGIA et la CSA en matière de collecte de données a impacté sur le degré d'intégration de la collecte de données géospatiales et socio-économiques sur les terres.
- À mesure que la portée et les types d'investissement en Éthiopie s'étendent, les décideurs aux niveaux supérieurs sont confrontés à des limitations dans la disponibilité de données foncières précises. Par conséquent, le suivi de l'allocation des terres pour l'investissement privé est devenu difficile, en particulier dans les zones urbaines. Le transfert illégal de terres à d'autres personnes par les investisseurs qui ont initialement pris les terres pour investir est un problème sérieux dans la gouvernance foncière urbaine en Ethiopie.
- Un mauvais système d'enregistrement et la manipulation des données foncières à des fins personnelles par les fonctionnaires administratifs se produisent en raison de l'absence de systèmes centralisés de gestion des données foncières. Les décideurs de haut niveau sont souvent mal informés par leurs propres experts chargés du suivi des investissements fonciers.

Recommandations

Pour surmonter ces défis, la future collecte de données devrait prêter attention aux recommandations d'actions suivantes :

- Sur l'échantillonnage-Les données foncières socio-économiques disponibles ne tiennent pas compte de la diversité des agro-écosystèmes et des cadres socio-économiques en Éthiopie. Par conséquent, les efforts de collecte de données foncières à l'avenir devraient tirer des échantillons représentatifs de la diversité géographique, des agro-écosystèmes, du cadre socio-économique et des différents systèmes d'utilisation des terres afin de fournir une image complète des données foncières dans le pays.
- Contenu des données et approches de la collecte des données - Les modèles de recherche et les questionnaires utilisés pour collecter les données foncières doivent être étendus pour prendre en compte les diverses questions liées au genre, aux droits de propriété, au lien entre le marché foncier et la création d'emplois, aux changements d'utilisation des terres dus aux changements socio-économiques et à la gouvernance des terres pastorales. En outre, la révision des questions pour vérifier la facilité de réponse et la possibilité de réduire les erreurs d'enregistrement, et la réduction de la taille du questionnaire pour limiter le taux de refus des personnes interrogées qui ne peuvent pas consacrer beaucoup de temps aux entretiens sont essentielles pour améliorer la qualité des données.
- Moment de la collecte des données - La pratique existante ne permet pas de savoir clairement quand les données socio-économiques sur les terres sont collectées. Comme les petits exploitants agricoles tiennent rarement des registres, les enquêtes agricoles par sondage menées par la CSA devraient collecter différents types de données en suivant le calendrier des cultures des agriculteurs. Par exemple, les données sur la gestion des terres et les activités post-récolte doivent être collectées à des saisons différentes.
- Partage des données foncières (coordination) - Établir des systèmes centralisés de gestion des données foncières où toutes les parties prenantes travaillant sur les terres ou dont les activités sont liées aux terres peuvent alimenter le portail de données foncières numérisées. La mise en place d'ELDMIS est essentielle pour atteindre cet objectif. Le projet de gouvernance foncière peut prendre l'initiative d'établir un tel système. La création d'ELDMIS est essentielle à l'amélioration de la collecte des données foncières où les différentes parties prenantes mettent en commun leur expertise dans la collecte et le partage des données foncières en créant un portail centralisé de données foncières. Cela crée une opportunité pour l'intégration de données géospatiales et socio-économiques sur les terres.

L'organisation d'un atelier de consultation des parties prenantes permettrait d'identifier les stratégies par lesquelles un tel portail de données pourrait être créé et de développer les modalités de partage des données foncières.

- Certification des terres - Il est recommandé d'allouer davantage de ressources pour améliorer le rythme de l'enregistrement et de la certification des terres dans le pays, et ces efforts devraient être étendus à d'autres États régionaux. Ceci est essentiel pour améliorer la qualité des données foncières et accroître l'efficacité de l'utilisation des terres au niveau des parcelles.
- Soutien technique et financier - La CSA est passée de techniques de collecte de données sur papier à des techniques numérisées. Mais elle est confrontée à des limites en termes de capacités techniques et financières. Des investissements dans le renforcement des capacités en termes de formation de son personnel de terrain et de soutien aux infrastructures sont nécessaires pour faciliter la collecte de données numérisées. Cela permettra d'accroître l'efficacité et la couverture de l'agence en matière de collecte de données foncières. De nouvelles techniques de collecte de données foncières sont nécessaires pour les zones pastorales éloignées qui sont difficiles à couvrir manuellement.

Références

- CSA and World Bank. 2013. Ethiopian Rural Socio-economic Survey (ERSS). Survey Report. Addis Ababa, Ethiopia.
- Deininger, K., D.A. Ali, S. Holden and J. Zevenbergen. 2007. "Rural land certification in Ethiopia: Process, initial impact, and implications for other African countries". World Bank Policy Research Working Paper 4218. The World Bank, Washington, D.C., April.
- FAOSTAT. 2016. FAOSTAT Ethiopia. Available at: <http://www.fao.org/faostat/en/#country/238>.
- FDRE (Federal Democratic Republic of Ethiopia). 2016. Growth and Transformation Plan II (GTP II) (2015/16-2019/20). Volume 1. National Planning Commission, Addis Ababa, Ethiopia.
- FDRE (Federal Democratic Republic of Ethiopia). 2018. Land Bank and Development Corporation. Council of Ministers Regulation No. 431/2018.
- Hailu, Z. 2016. Land Governance Assessment Framework Implementation in Ethiopia. Final Country Report.
- Helland, J. 2006. Pastoral Land Tenure in Ethiopia. Colloque international "Les frontières de la question foncière – At the frontier of land issues", Montpellier, 2006 1
- IWMI (International Water Management Institute). 2010. *Irrigation potential in Ethiopia: Constraints and Opportunities for Enhancing the System*. International Water Management Institute.
- Lavers, T. 2012. "Land grab' as development strategy? The political economy of agricultural investment in Ethiopia". *The Journal of Peasant Studies*, 39(1): 105–32.
- Lavers, T. 2015. "Land registration and gender equality in Ethiopia: How State–society relations influence the enforcement of institutional change". *Journal of Agrarian Change*, 17(1): 188–207.
- Lindner, S. 2014. "Ethiopia: Overview of corruption in land administration: U4 Expert Answer". Transparency International.
- Ministry of Urban Development and Housing. 2016. National urban development project: National urban development spatial plan. Report on national proposed land use map 2035.
- Persha, L., A. Greif and H. Huntington. 2017. "Assessing the impact of second-level land certification in Ethiopia". Paper prepared for presentation at the 2017 World Bank Conference on Land and Poverty, Washington D.C., 20-24, March.
- Plummer, J. (2012). *Diagnosing Corruption in Ethiopia: Perceptions, Realities, and the Way Forward*. Washington, DC: World Bank. DOI 10.1596/978-0-8213-9531-8. License: Creative Commons Attribution CC BY 3.0.
- World Bank. 2012a. *Diagnosing Corruption in Ethiopia: Perceptions, Realities, and the Way Forward for Key Sectors*.
- World Bank. 2012b. *The Land Governance Assessment Framework*. http://siteresources.worldbank.org/INTLGA/Resources/LGAF_Book_chapter4_Ethiopia.pdf

Annex A

Tableau A1 : échantillon de l'enquête socio-économique rurale éthiopienne

	Part de la population	Rural		Petite villes	
		EA	Ménages	EA	Ménages
National	100.0%	290	3466	43	503
Régions					
Tigray	6.6%	30	360	4	48
Afar	1.7%	10	120	2	24
Amhara	26.6%	61	728	11	127
Oromiya	37.6%	55	656	11	125
Somali	4.5%	20	237	3	36
Benishangul-Gumuz	1.0%	10	120	1	12
SNNP	20.8%	74	885	10	119
Gambela	0.4%	10	120	1	12
Harari	0.3%	10	120	0	0
Dire Dawa	0.5%	10	120	0	0

Source : CSA et Banque mondiale (2013)



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :

- | | | | |
|--|--|---|--|
|  | www.facebook.com/aercafrica |  | www.instagram.com/aercafrica_official/ |
|  | twitter.com/aercafrica |  | www.linkedin.com/school/aercafrica/ |

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,
3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@aecrcafrica.org